

Macron, Juncker et May au secours de l'Iran contre Trump

écrit par Jack | 4 septembre 2018

Apaiser le mal est une spécialité européenne

30 août 2018 par [Joseph Puder](#)

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, cherche un moyen de saper les sanctions du gouvernement Trump touchant le commerce avec l'Iran.

Lors d'une réunion à Berlin en début de mois, il a déclaré :

« l'Europe doit mettre en place des systèmes de paiement indépendants des États-Unis si elle veut sauver l'accord nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances abandonnées par le président Donald Trump... C'est pourquoi il est indispensable pour nous de renforcer l'autonomie européenne en créant des [voies de paiement](#) indépendantes des États-Unis, un fonds monétaire européen et un système de transfert indépendant ».

Il a encore ajouté :

« Chaque jour de maintien de l'accord est mieux que la crise hautement explosive qui menacerait autrement le Moyen-Orient ».

Le 12 août 2018, **Politico** (riche média politique basé en Virginie, États-Unis) a fait savoir que les dirigeants européens, dont le ministre britannique des Affaires étrangères Jeremy Hunt, le Français Jean-Yves Le Drian et le diplomate européen Federica Mogherini avaient publié un

communiqué commun disant clairement qu'ils entendaient contrecarrer la décision des États-Unis, ajoutant :

« Nous regrettons profondément la réimposition de sanctions par les États-Unis. En raison de leur retrait du PAGC (Plan d'action global conjoint), l'UE prend des mesures législatives, mettant en place un statut de blocage, afin de protéger les entreprises européennes opérant en Iran des sanctions économiques américaines ».

Selon son site internet officiel, le président iranien Hassan Rouhani a « menacé » l'Europe lors de sa rencontre avec l'ambassadeur britannique en Iran, Rob Macaire.

Il a déclaré: « *Après le retrait illégal des États-Unis de l'accord nucléaire, [la balle est maintenant dans le camp de l'Europe](#) ».*

Hassan Rouhani et le commandement suprême des forces armées iraniennes ont récemment menacé de bloquer les transports de pétrole des pays du Golfe passant par le détroit d'Hormuz si Washington tentait d'arrêter les exportations du pétrole iranien.

Le guide suprême iranien, Ali Khamenei, a menacé les Européens de la reprise des activités nucléaires iraniennes.

Il a déclaré :

« Si les Européens tardent à satisfaire à nos demandes, l'Iran a le droit de reprendre ses activités nucléaires. Quand nous constatons que le PAGC ne sert à rien, une solution consiste à relancer nos activités interrompues ».

Dans son discours du 23 mai 2018 aux représentants du gouvernement iranien, il a conditionné le respect de l'accord nucléaire par l'Iran à l'acquiescement de l'Europe à des demandes telles que : prise de position contre la violation

par les États-Unis de la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui a approuvé le PAGC ; promesse de cesser de s'opposer aux essais de missiles et aux actions de l'Iran au Moyen-Orient ; opposition par les Européens aux sanctions américaines ; et protection européenne des ventes de pétrole et des transactions financières iraniennes.

L'Allemand Heiko Maas et les dirigeants de l'Union européenne tentent de saper les efforts du gouvernement Trump pour parvenir à un accord avec l'Iran qui garantirait que l'Iran ne devienne pas une puissance nucléaire dans moins de dix ans.

Les apaisants européens sont non seulement désireux de faire des affaires avec l'Iran, mais veulent en même temps ignorer le comportement néfaste de l'Iran dans toute la région et le développement de ses missiles balistiques qui menaceront l'Europe et les États-Unis, clause de l'accord nucléaire actuel qui permettra à l'Iran de reprendre des activités qui lui permettront de se doter d'un arsenal nucléaire dans quelques années.

Étant donné l'absence d'inspections intrusives de la part de l'ONU et l'interdiction iranienne d'inspecter ses installations militaires, on ne serait pas surpris que l'Iran ne développe pas actuellement une bombe atomique en secret.

Le passé de l'Iran tricheur qui empêche les inspecteurs de faire des recherches sur ses activités nucléaires secrètes devrait alarmer la communauté internationale, mais apparemment pas la communauté de l'Union européenne.

Le 6 août 2015, le *Washington Times* avait rapporté que l'Iran « *sapait l'un des principaux arguments du président Obama sur l'accord nucléaire avec l'Iran. Le patron de l'agence de surveillance nucléaire des Nations Unies a déclaré que l'Iran avait [refusé d'autoriser les inspecteurs de l'ONU](#) à interroger des scientifiques et des officiers militaires au cours d'une enquête sur des accusations selon lesquelles Téhéran mènerait*

un programme d'armement nucléaire secret. Yukiya Amano, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a déclaré au **Wall Street Journal** que l'Iran avait refusé pendant cinq ans d'autoriser l'interview de Mohsen Fakhrizadeh-Mahabadi, un officier iranien soupçonné de superviser le développement de l'armement ». Selon le **Washington Times**, le président Obama avait souligné que le Congrès et le public devaient soutenir l'accord nucléaire en partie parce que les inspecteurs des Nations Unies exerceraient une présence [minutieuse et permanente](#), que l'Iran ait ou non l'intention de coopérer. L'accord sur le nucléaire ou le plan d'action global conjoint (PAGC) (*JCPOA en anglais : Joint Comprehensive Plan of Action*) a été signé à Vienne le 14 juillet 2015, soit avant le rapport de l'ONU dont fait état le **Washington Times**.

Les Européens continuent cependant à caresser l'Iran et le monde musulman dans le sens du poil.

En 2015, la chancelière Angela Merkel a admis plus d'un million de migrants musulmans en Allemagne. Elle a récemment déclaré que « les 4,5 millions de musulmans qui vivent avec nous, leur religion, l'islam, font désormais [partie de l'Allemagne](#) ».

Les Européens se sont tus sur les meurtres d'opposants politiques sanctionnés en Europe par la République islamique d'Iran.

En septembre 1992, il y a eu l'assassinat dans le restaurant Mykonos à Berlin, au cours duquel trois dirigeants de l'opposition irano-kurde en exil ont été assassinés sur ordre de Téhéran.

En juillet 1996, à Stockholm, Suède, Kamran Hedayati, un autre dissident kurde-iranien, a été la cible d'un assassinat par le régime iranien.

Un bus transportant des touristes israéliens à Burgas, Bulgarie, a été attaqué en 2012 par le groupe terroriste libanais Hezbollah, sur ordre du régime iranien.

En novembre 2017, à La Haye, capitale des Pays-Bas, le régime iranien a assassiné Ahmad Mola Nissi, le chef d'un groupe séparatiste arabe iranien originaire du Khouzistan, région riche en pétrole du sud-ouest de l'Iran. Plus récemment, sur un conseil du Mossad israélien (*agence de renseignement israélienne*), la police belge a découvert et arrêté un couple iranien marié à Anvers qui possédait une puissante bombe dans sa voiture.

Le même jour, la police allemande a arrêté Assadollah Assadi, un membre de la mission diplomatique iranienne à Vienne, qui avait fourni la bombe et ordonné au couple de s'en servir pour attaquer un rassemblement organisé par un groupe d'opposition iranien dans la ville française de Villepinte, événement qui mettait en vedettes l'ancien président de la Chambre des représentants des États-Unis, Newt Gingrich, et l'ancien maire de la ville de New York, Rudy Giuliani.

En fait, malgré la preuve que les ambassades iraniennes en Europe soient utilisées comme bases pour des opérations terroristes iraniennes en Europe, les législateurs européens ont approuvé les plans de la Banque européenne d'investissement de traiter des affaires avec l'oppressive théocratie iranienne.

L'hypocrisie de l'UE est transparente ; tout en se vantant de son attachement aux droits de l'homme, elle ignore volontairement la réputation notoire de l'Iran en la matière, l'une des pires au monde, pour des raisons d'opportunités économiques.

John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, était en Israël la semaine dernière pour

discuter de l'Iran avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Les deux hommes ont délibéré sur la manière de continuer à faire reculer l'agression iranienne dans la région et de s'assurer que les Iraniens n'aient jamais d'arme nucléaire.

Lors d'une conférence de presse à Jérusalem le mercredi 22 août dernier, John Bolton a déclaré : « *Nous espérons que les Européens verront, comme s'en rendent compte des entreprises dans toute l'Europe, que le [choix](#) entre faire des affaires avec l'Iran ou avec les Etats-Unis est particulièrement clair* ».

L'apaisement du mal a été une spécialité européenne, qu'il s'agisse d'Hitler, des dictateurs arabes, des terroristes palestiniens ou des ayatollahs iraniens.

Au-delà de cette hypocrisie de prêcher les droits de l'homme tout en soutenant un régime brutal à Téhéran, les Européens ont montré leur déloyauté et leur trahison envers les États-Unis.

Par deux fois au cours du siècle dernier, l'Amérique est venue au secours de l'Europe ; elle l'a en outre protégée de la menace communiste soviétique et la protège aujourd'hui d'une agression russe (*Note de Jack : un rapprochement avec la Russie est souhaitable, et Trump le sait, lui qui, lorsque l'occasion se présente, n'hésite pas à s'isoler avec Poutine pour de longs entretiens, mais n'oublions pas que la Russie fraternise avec l'Iran (qui soutient Hezbollah), ainsi d'ailleurs qu'avec la Turquie, ce qui n'est un secret pour personne*).

Miner les efforts déployés par les États-Unis pour l'obtention d'un accord nucléaire plus sûr et meilleur avec l'Iran dans l'intérêt de la communauté mondiale, ne fera que plonger l'UE dans les abysses.

<https://www.frontpagemag.com/fpm/271134/europes-mullah-appeasement-joseph-puder>

Traduit par Jack pour Résistance Républicaine.

Note d'Antiislam

Remplacez « Iran » par « Arabie Saoudite » et « Europe » par « USA » et nous aurions un article, vu de France, qui se tiendrait parfaitement pour mettre en cause le soutien de l'Arabie Saoudite par les USA.

Il ne s'agit pas de défendre l'abominable régime iranien, il s'agit de dire que certains des alliés musulmans des USA sont tout aussi répugnants que l'Iran:

<http://ivoirtv.net/videos/videos-gags/5055-arabie-saoudite-femme-decapitee.html>

Alors il serait peut être temps de quitter le terrain stérile des accusations d' « hypocrisie » pour agir vraiment de concert, en Occidentaux, contre l'islam totalitaire, qui est mondial, qu'il soit iranien ou ... saoudien.